

Grosse pression syndicale sur le gouvernement

● Les syndicats ont réuni plus de 100 000 manifestants à Bruxelles, jeudi. Un record depuis 1986.

● Cette démonstration de force,

entachée de violences, pousse Michel I^{er} à ouvrir le débat avec les syndicats.

● Mais le front commun tiendra-t-il dans la durée ?

La plus grosse manif en trente ans dégénère sur la fin

Reportage **Laurent Gérard**

Ils étaient entre 120 et 130 000 selon les syndicats; plus de 100 000 selon la police. Et ils auraient pu être encore bien plus nombreux, si chaque candidat manifestant avait trouvé une place dans un train pour aller manifester ce jeudi à Bruxelles. La mobilisation du front commun syndical contre les mesures du gouvernement fédéral est un succès incontestable. Un énorme succès. Il s'agit de la plus grande manifestation depuis trente ans. Le 31 mai 1986, la fronde sociale était déjà dirigée contre un gouvernement de droite. A l'époque, près de 200 000 manifestants, socialistes pour la plupart, avaient déferlé sur la capitale pour protester contre Martens-Gol.

Ce jeudi, la marée n'était pas seulement rouge. Elle était aussi verte (chrétienne) et bleue (libérale). Et elle n'était pas que syndicale: le milieu associatif (culturel, social,...) était bien représenté, surtout côté flamand, avec le collectif Hart boven hard. "Les gens ressentent plus que de la colère, témoigne un militant. Ils sont outrés. Ils voient bien que c'est à notre modèle social que ce gouvernement s'en prend."

"Dégage, Michel I^{er}"

Hier matin, les portes de la gare du Nord n'auront guère eu l'occasion de se refermer, déversant un flot permanent de manifestants bariolés. En attendant le départ officiel du cortège, la foule piétine aux alentours de la station, dense, bruyante, impressionnante. Des pétards

explosent à chaque seconde. Les fumigènes des travailleurs venus des ports de

Flandre plongent la foule dans un brouillard rouge. Les dockers sont manifestement chauds. On en aura la preuve plus tard dans la journée.

Sous la surveillance de l'hélico de la police, les marcheurs, dont beaucoup en sont à leur première manif, se mettent en branle avant l'heure. Les slogans affichés ont le mérite de la clarté : "basta Michel I^{er}, dégage !"; "un impôt sur la fortune, pas sur la classe moyenne"; "non à un pacte de compétitivité et d'austérité, oui à un pacte de solidarité" ou encore "bas les pattes du droit de grève".

A la place De Brouckère, le député Raoul Hedebouw harangue les passants et fait la promotion de son PTB, "depuis le 25 mai au Parlement et depuis toujours à vos côtés dans la rue". A quelques mètres de là, les employés de la CSC (CNE) invi-

tent les marcheurs à faire littéralement tomber le gouvernement, dans un jeu de massacre aux effigies du Premier ministre et de ses vice-Premiers.

Plus loin, place de la Bourse, c'est Ecolo qui, dans un style moins démonstratif, affiche sa solidarité avec les travailleurs. Le PS est lui aussi présent dans la foule, avec quelques grosses peintures, au premier rang desquels Elio Di Rupo lui-même. Cible des manifestants il y a trois ans, l'ex-Premier ministre doit savourer cet instant.

Le long défilé se poursuit en direction du Midi. Les premiers y seront arrivés alors que les derniers sont encore tout près du Nord. Historique.

En bout de course, les six leaders syndi-

caux prennent la parole. Marc Leemans (CSC), en verve, dénonce ce gouverne-

ment "qui épargne les Bentley, les Range Rover et les BMW série 7, mais s'en prend aux Opel Corsa et aux Citroën C4", qui s'attaque aux travailleurs mais pas aux grandes fortunes. La foule réagit avec enthousiasme au discours du président de la CSC, surtout quand il s'adresse à elle en français. Un signe d'une prédominance francophone parmi les manifestants? Pas impossible. Si le nord du pays était venu en masse, le sud semblait davantage représenté encore.

Rendez-vous en janvier

De son côté, Marc Goblet, pour son premier grand discours en tant que secrétaire général de la FGTB, avertit le gouvernement Michel: "S'il ne revoit pas sa copie, s'il ne supprime pas le saut d'index, nous poursuivrons nos actions dès le 5 janvier", au-delà des grèves prévues d'ici la fin de l'année. "Et avec une telle mobilisation, aucun gouvernement ne pourra résister."

Peu avant 15 heures, les discours se clôturent alors que les derniers manifestants ne sont pas encore arrivés à la place De Brouckère, ce qui donne une idée de l'ampleur de la mobilisation.

Mais une frange des opposants, la plus dure, n'est pas venue écouter les leaders syndicaux et a quitté le parcours prévu pour remonter vers la Porte de Hal (avec l'idée de s'attaquer au siège du MR?). Composée essentiellement de dockers du port d'Anvers, mais aussi de Métallos, ces quelques centaines d'individus violents et imbibés ont trouvé la police sur

leur chemin. La scène qui s'en est suivie (lire ci-contre) aura entaché une démonstration de force pacifique par ailleurs.

Épinglé

La violence des dockers fait des dizaines de blessés

Confrontation. Les affrontements entre quelques centaines de manifestants et la police ont fait plusieurs dizaines de blessés, jeudi. La Croix-Rouge a enregistré 36 soins sur place et 24 évacuations vers des hôpitaux. Des policiers et des manifestants figurent parmi les blessés mais leur vie n'est pas en danger. Selon la police, "des dizaines de policiers ont été blessés, dont deux grièvement" et une trentaine de casseurs ont été arrêtés. "Dès le début, un groupe de dockers turbulents a pris la tête du cortège et a commis des actes de vandalisme en cherchant la confrontation avec les services de police. Les policiers ont tenté d'éviter cette confrontation. Cependant, en fin de manifestation, les dockers, infiltrés par des anarchistes, ont chargé les forces de l'ordre, qui ont dû riposter en utilisant les arroseuses et le gaz lacrymogène." Plusieurs vitrines ont été brisées, quatre voitures et une moto de la police ont été incendiées.

Poursuites. La Ville de Bruxelles envisage un dépôt de plainte avec constitution de partie civile, a dit le bourgmestre Mayeur (PS), qui condamne "les agissements antisociaux des dockers d'Anvers et de hooligans venus mettre à sac un quartier populaire de Bruxelles" et invite les autorités du Port à "prendre leurs responsabilités". (Belga)

Avant la grève du 15/12

Le dialogue reprend

C'était la première action d'envergure contre les mesures du gouvernement. Mais les syndicats ne s'arrêteront pas à ce succès de masse – entaché par les violences en fin de cortège. Une grève générale sera menée le

15 décembre. Avant cela, ils organiseront des grèves tournantes par province. Le lundi 24 novembre, ce sera grève à Anvers dans le Limbourg, à Liège et dans le Luxembourg; le 1^{er} décembre, dans les provinces de Namur, Hainaut, Flandre orientale et Flandre occidentale; le 8 décembre, enfin, à Bruxelles et dans les deux Brabants. On pourra à cette occasion comparer

l'implication syndicale en Flandre et en Wallonie.

Ces actions ont été programmées. Elles ne seront pas déprogrammées. Mais il pourrait y en avoir d'autres si le gouvernement ne fait pas un geste. D'où l'importance du dialogue qui s'est amorcé hier après la manifestation.

Le Premier ministre et les vice-Premiers ont en effet rencontré les

représentants syndicaux. Ils ont écouté leurs griefs sans toutefois aborder le fond et encore moins prendre des engagements. Des deux côtés, on a salué cette timide reprise du dialogue. Le ministre de l'Emploi Kris Peeters (CD&V) a été chargé de renouer les fils de la concertation, avec les employeurs. L'espoir, sans doute, d'obtenir un premier accord pour le 15 décembre. **V.R.**

La majorité pourrait tabler sur la division et l'essoufflement du mouvement

Éclairage **Vincent Rocour**

Les syndicats ont incontestablement réussi leur pari. Le nombre de participants à la manifestation de ce jeudi a dépassé leurs meilleures espérances. Il faut remonter aux années Martens-Gol pour retrouver un taux de participation aussi impressionnant. Tout un symbole.

Les syndicats n'ont toutefois été qu'à moitié surpris. Dès le début de la semaine, des signaux leur sont parvenus laissant présager d'une forte mobilisation, plus ample que pour les démonstrations précédentes généralement confinées aux obligés. Des personnes qui n'avaient jamais battu le pavé se renseignaient pour savoir comment se joindre au mouvement, se proposaient de prêter main-forte aux permanents. Et ils sont allés à Bruxelles. "Notre objectif était de resserrer la base, commente Daniel Richard, le secrétaire régional de la FGTB-Verviers. On l'a largement dépassé. D'habitude, je peux compter sur 1 500 à 2 000 militants pour les manifestations. Nous étions 3 500. La pédagogie a bien

fonctionné. Les gens comprennent pourquoi ils se battent. Il y a une vraie inquiétude sociale. Ce n'est pas une opposition politique comme on l'entend parfois dans les rangs du gouvernement."

On pouvait reconnaître ces nouveaux venus à leur air parfois un peu perplexe. Ils ne paraissent pas toujours à l'aise au milieu des professionnels de la manifestation et des inévitables explosions de pétards pirate. Mais plutôt contents

d'être là. Impliqués en tout cas. "Ce mouvement de contestation fait émerger une nouvelle génération de militants, se félicitait Felipe Van Keirsbilck, le secrétaire général de la Centrale nationale des employés (CNE). On attendait la relève. Elle est là."

Mais ce succès, incontestable sur le plan des chiffres, est une arme à double tranchant. "Cela donne en tout cas une lourde responsabilité aux organisations syndicales", convie Daniel Richard. Les responsables syndicaux ne peuvent pas décevoir les personnes qu'ils ont réussi à rallier. Ils ont

créé une énorme tente.

Mais comment y répondre ? "Tous les scénarios sont possibles", concède-t-on du côté syndical. Deux facteurs seront déterminants : celui de la durée de la contestation et celui de l'unité syndicale.

Une responsabilité lourde

Le gouvernement Michel sait bien que les syndicats ne pourront pas réunir 120 000 personnes toutes les semaines. Il pourrait dès lors être tenté de refuser la moindre concession et tabler sur un épuisement progressif du mouvement. Mais un tel face-à-face n'est quand même pas sans risque pour le gouvernement, même s'il en sort vainqueur. Le CD&V pourrait perdre définitivement son aile gauche dans l'aventure, et le MR

se retrouver isolé pour longtemps sur la scène politique francophone – puisque la plupart des partis du sud du pays se sont affichés ostensiblement hier aux côtés des manifestants.

La majorité N-VA-MR-CD&V-Open VLD pourrait déjà tenter d'accélérer un éventuel essoufflement du mouvement de contestation en lâchant ce qu'il faut de lest pour provoquer la division dans les rangs syndicaux. On sait le monde ouvrier traversé de plusieurs fractures : celle entre Flamands et francophones, celle entre FGTB, CSC et CGSLB.

Une unité solide ?

Ce jeudi, rouges, verts et bleus ont marché la main dans la main. Et la Flandre

était bien représentée – notamment grâce à de fort contingents venus d'Anvers comme pour défier la N-VA. Mais cette unité pourrait ne pas résister longtemps à un geste assez fort de la part du gouvernement. Un renoncement à la hausse de l'âge de la pension de 65 à 67 ans (qui n'était la promesse électorale d'aucun des partis qui la composent et tient beaucoup du symbole) ou au saut d'index (contesté aussi par certaines organi-

sations patronales et qui ne rapporte rien à l'Etat fédéral) donnerait un bon argument à la CSC et la Flandre pour remettre les calicots au placard, laissant la FGTB s'époumoner seule en Wallonie. Et ouvrir alors la voie au confédéralisme. Le scénario du pire pour les syndicats.

120 000

MANIF MONSTRE

Les syndicats ont mobilisé entre 100 000 et 130 000 personnes ce jeudi.

Francis

63 ANS/BRUXELLES

“Il n’y a plus que la misère”

Impossible de le louper. Déguisé en clown avec nez rouge vissé sur le nez, Francis, 63 ans, déambule entre les manifestants en brandissant la pancarte qu'il a fabriquée tout seul la semaine dernière, “à mon aise”. On y lit que “la crise enrichi les riches” (sic) et que l'équipe Michel est “un gouvernement de régression sociale qui attaque les travailleurs”.

Ex-employé à la Sabena, l'homme a perdu son boulot il y a 13 ans, lors de la faillite de la compagnie aérienne, après 25 ans “moins un jour” de bons et loyaux services au catering. Et aujourd'hui ? “Je touche 700 euros : un revenu de base comme cohabitant, comme ils disent...” Largement insuffisant pour subvenir à ses besoins et donner un coup de main à ses deux enfants de

35 ans et 25 ans, également au chômage. “Ils ne trouvent pas de boulot. Ma fille parle pourtant 5 langues.” Francis est donc obligé de faire le clown, l'homme à tout faire, des petites peintures... “Je fais du travail au noir. Je sais: on ne peut pas. Mais il faut bien se débrouiller.”

Un homme “très en colère”

Francis n'a plus ni maître, ni syndicat. S'il est là aujourd'hui, c'est à titre personnel, pour réclamer “qu'ils aident un peu les gens qui sont au chômage et les prépensionnés”. Et aussi “qu'ils arrêtent de faire leur cinéma”. L'homme a un avis tranché sur le Premier ministre MR: “Michel, c'est un traître qui a fait beaucoup de blabla avant les élections”. Le gouvernement précédent était déjà “très moyen”, mais là, “les riches vont encore plus s'enrichir et les pauvres devenir de plus en plus pauvres”.

L'homme qui vit dans une certaine précarité – “Je me prive de soins médicaux alors que je suis diabétique” – se dit aujourd'hui “très en colère”. Il peut comprendre qu'on taxe les produits de luxe, pas qu'on augmente encore le prix du bus. “Il n'y a plus d'avenir pour les jeunes. Il n'y a plus que de la misère.”

An.H.

Sabine

43 ANS/CHARLEROI

“Ça va être encore plus dur”

Maman de trois enfants dont des jumeaux de 9 ans, Sabine, 43 ans, travaille comme secrétaire médicale dans un hôpital de Charleroi. Après avoir épuisé son congé parental, elle a signé un avenant à son contrat (à durée indéterminée) pour passer à 4/5^e temps. Une réduction de temps de travail provisoire mais quasi obligée pour réussir à jongler avec le boulot, les trajets, l'école, les accros de santé des mômes, leurs activités...

À la fin du mois, elle touche 1687 euros, plus les allocations familiales, *“heureusement”*. D'un mois à l'autre, son mari, électricien indépendant, tire le diable par la queue. *“C'est limite... Ce n'est pas facile. Je ne sais plus mettre d'argent de côté, même pour un an ou deux. Je n'y arrive pas.”*

Essayer de faire bouger les choses

La vie coûte de plus en plus cher, constate-t-elle. *“Je le vois quand je vais faire mes courses, même chez Aldi, même quand je n'ai quasi rien dans mon caddie.”* Sans compter l'école *“qui n'est pas du tout gratuite”*. La semaine dernière, les deux plus jeunes sont partis en classe de mer. *“Ça m'a coûté plus de 200 €.”*

La perspective d'un saut d'index l'a convaincue de rallier la cause des manifestants. *“Il faut qu'on essaie de faire bouger les choses. S'il n'y a plus d'index, le quotidien sera encore plus dur. Je ne sais pas si je pourrai encore rembourser ma maison dans dix ans.”*

Mais il y a une autre intention du gouvernement Michel qui fait bondir Sabine : *“Vous me voyez travailler jusqu'à 67 ans? En prenant de l'âge, on n'a plus les mêmes capacités, ni la même énergie. Je dois faire entre 80 et 90 kilomètres par jour aller-retour pour me rendre à mon boulot. Je n'ai pas le choix : j'habite trop loin et il n'y a pas de moyen de déplacement public”*.

Elle ajoute un autre argument, imparable : *“Et si on nous fait travailler plus tard, où les jeunes vont-ils trouver un emploi?”*

An.H.

Marnicq

23 ANS/ANVERS

Peur de l'avenir, “très sombre”

S'il a un petit air d'Harry Potter perdu entre les calicots et effrayé par les pétards, Marnicq, 23 ans, sait très bien pourquoi il vient battre le pavé ce jeudi matin dans les rues de Bruxelles. La veille au soir, déjà, il participait à une manifestation à Anvers, qui a rassemblé 200 étudiants. Lui, il rêve d'enseigner les arts plastiques. Il est inscrit à l'université d'Anvers. *“Les économies qu'on veut faire dans l'enseignement, vraiment, ça ne va pas”*, dit-il d'une voix calme et posée.

Mais ce sont des mesures décidées par le gouvernement flamand, pas par l'équipe Michel? *“Oui, oui, je sais”*, répond sans se démonter le jeune homme actif dans les rangs du Linkse-socialistische partij (l'aile flamande du Parti socialiste de lutte). *“Mais il ne faut pas séparer les deux : ils mènent tous les deux une politique d'austérité. C'est contre ça qu'on veut lutter. Il y a des étudiants qui viennent de partout en Flandre et même des élèves d'écoles secondaires. On est aux côtés des travailleurs. Les mesures fédérales qui touchent les pensions, cela va aussi me concerner personnellement – et les coupes dans le budget de la culture, aussi, dans mon cas. Sans compter le tour de vis en soins de santé, qui vont toucher tout le monde.”*

“J'ai peur...”

Marnicq vit toujours chez ses parents, tous deux employés dans la banlieue d'Anvers. L'étudiant, qui a deux jeunes frères, reconnaît avoir peur de l'avenir. *“C'est très sombre. Les gouvernements, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau flamand, ne nous proposent aucune vision, aucun projet.”* Les tours de vis annoncés pour les chômeurs fâchent particulièrement le jeune homme, qui garde un ton très posé. *“C'est le gouvernement Di Rupo qui a mis cette politique d'austérité sur les rails, mais l'équipe prend de nouvelles mesures provocantes. C'est scandaleux. S'il n'y a pas assez de travail, ce n'est pas la faute des chômeurs. Il y a 20 candidatures par emploi libre !”*

An.H.